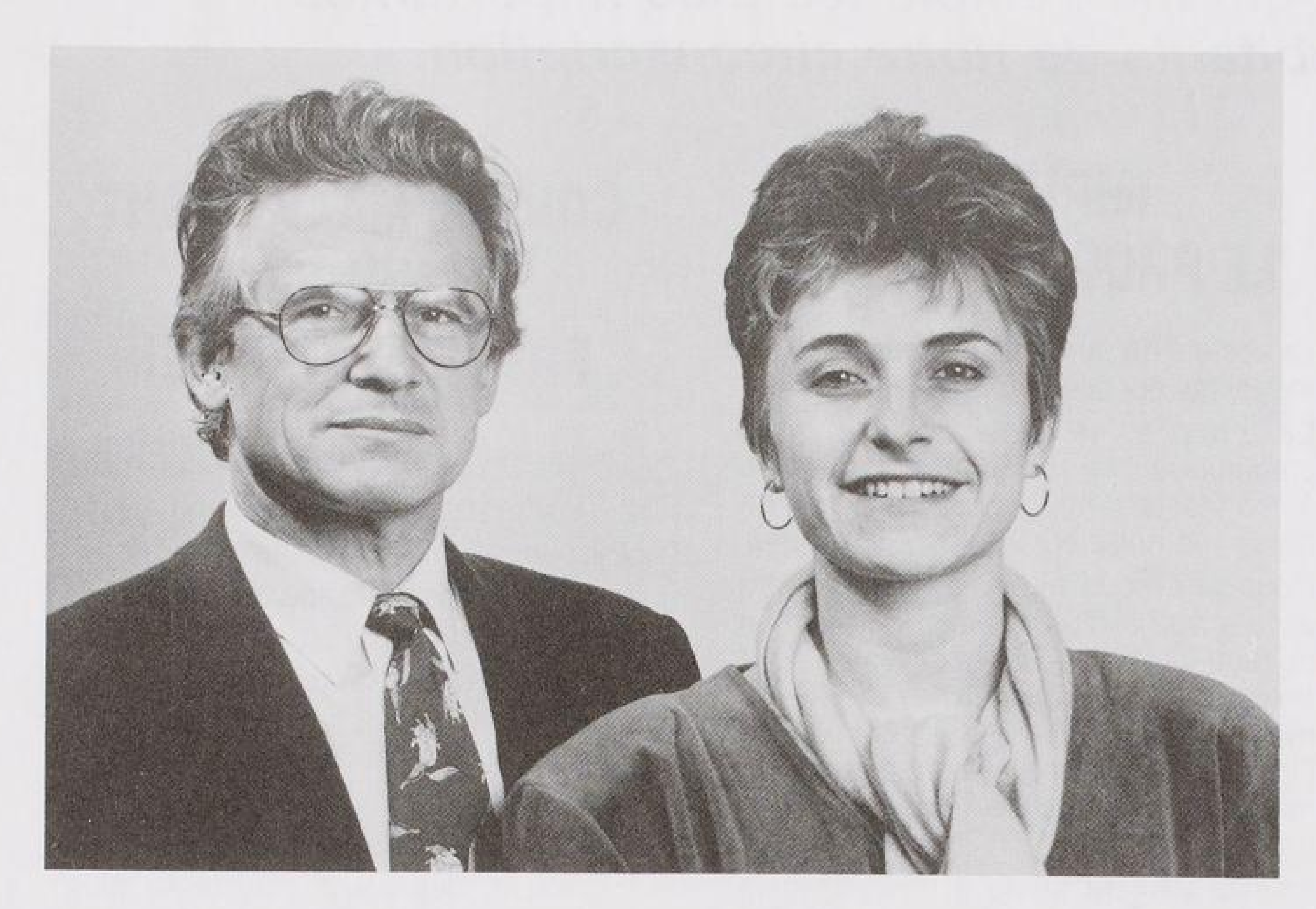
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 21 MARS 1993 — 3e Circonscription de la Côte-d'Or



Marcel YANELLI

54 ans
Conseiller municipal de Dijon
Secrétaire du comité régional de Bourgogne

SUPPLÉANTE

Isabelle DE ALMEIDA

28 ans - Assistante sociale
Responsable départementale des questions de la jeunesse au PCF

CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

présenté par le **Parti Communiste Français**

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous êtes inquiets, mécontents, tout va mal, l'école, l'insécurité, salaires et retraites amputés..., l'emploi surtout qui conditionne tout le reste... Philips Eclairage, Seita, etc... Et **Hoover, SCANDALEUX !**

Conséquence directe de l'acte unique (voté par tous les députés Côte-d'Oriens) et de l'Europe sauce Maastricht !

Où allons-nous si, ensemble, nous n'y mettons pas un coup d'arrêt ?

La gauche vous a déçu ? La gauche socialiste, oui ! Car une majorité de gauche (socialistes et communistes) existait à l'Assemblée Nationale pour faire une politique vraiment de gauche... Mais les socialistes ont préféré gouverner avec une partie de la droite pour faire une politique dont vous subissez les conséquences aujourd'hui... Les députés communistes ont fait tout leur possible pour imposer une autre orientation... C'est ainsi qu'ils ont réussi à faire adopter 2 lois **en faveur des salariés** (pas de licenciement sans reclassement - contrôle de l'argent public donné aux entreprises).

Maintenant avec le "Big Bang" de Michel Rocard, le P.S. s'apprête à se saborder pour faire un nouveau parti avec une partie de la droite... on sait où cela a conduit. Nous n'accepterons pas que la gauche s'affaiblisse.

Alors ne pas aller voter ?

Voter pour les écologistes ? Ces derniers s'apprêtent à gouverner avec la droite, alors... Refuser de voter ? Ce serait permettre à la droite de revenir en force... Or son programme est plus réactionnaire que jamais, ultra-libéral et ultra-Maastrichien.

Nous vous proposons **d'utiliser le vote communiste pour marquer votre mécontentement, votre colère, votre volonté de faire reculer le chômage, les inégalités sociales.**

Nos six propositions (voir au verso) ne constituent pas le programme du P.C.F., ce sont quelques mesures urgentes, réalistes pour commencer à changer les choses.

Bien sûr, beaucoup d'entre vous ne sont pas forcément d'accord avec ce que dit et fait le P.C.F. Loyalement, le Parti Communiste **respectera la diversité des opinions** des électrices et des électeurs qui décideront d'utiliser le vote communiste.

Il n'interprétera cette décision ni comme un ralliement, ni comme une adhésion à toute sa politique. Aussi servez-vous du vote communiste sans appréhension.

Au soir du 21 Mars, qu'est-ce qui sera déterminant dans la 3e Circonscription, comme dans toute la France ? Ce sera le poids de votre protestation et de votre volonté que soit mise en œuvre une politique de progrès social et économique, **donc le poids du vote communiste.** Aucun autre vote n'aura cette signification. Marquez-là bien au 1er tour, sachant qu'au 2e tour nous vous appellerons à faire barrage à la droite et à l'extrême-droite.

ENSEMBLE, AVEC NOS DIVERSITÉS DE PENSÉES, NOUS AVONS LE POUVOIR DE FAIRE BOUGER LES CHOSES DANS LE SENS QUE NOUS SOUHAITONS TOUS. UTILISEZ VOTRE POUVOIR.

Dans ma campagne je vous ai présenté un certain nombre de propositions, j'en extrais trois qui me semble les plus importantes pour les habitants de notre circonscription.

RELANCER L'ÉCONOMIE POUR LE PLEIN EMPLOI

On nous dit depuis des années : l'austérité est nécessaire et que de toute façon la politique actuelle est la seule possible.

Pourtant, chaque année les grandes entreprises disposent de 1500 milliards de francs. Elles utilisent la moitié de cette somme, soit plus de 700 milliards de francs dans la spéculation financière.

Va-t-on continuer dans cette voie alors que l'expérience a prouvé qu'elle mène à l'impasse.

Quand les moyens financiers considérables dont dispose la France seront-ils enfin employés pour investir dans le développement des activités et de l'emploi ?.

Alors comment faire ?

Il faut refuser les licenciements. La fiscalité doit être réformée afin d'inciter les capitaux à s'investir dans la production et l'emploi et **taxer les spéculations financières,** les exportations de capitaux.

- **Produire et créer français,** grâce à la reconstitution de nos grandes filières nationales de l'automobile, de l'électronique, de l'aérospatiale, de l'agro-alimentaire.

- **La taxation des exportations** de capitaux permettrait de récupérer 50 milliards de francs afin **d'aider les PME, les collectivités locales,** les artisans et commerçants.

La relance de la consommation est nécessaire. Elle permettrait de satisfaire les multiples besoins des gens. Pour cela il faudrait produire, cela relancerait l'économie, c'est possible avec **l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires, des retraites, des artisans, commerçants, des prestations sociales.**

La réduction du temps de travail sans perte de salaire, permettrait de créer des emplois.

Les députés communistes viennent d'obtenir la mise en place de commissions départementales, composées d'élus, de salariés, de représentants de l'État, chargées de contrôler les fonds publics (235 milliards de francs destinés à l'emploi).

IMPULSER LE PROGRÈS SOCIAL

La société ne peut pas progresser si les inégalités sociales s'aggravent.

La charité se développe et les communistes ne sont jamais les derniers à manifester leur générosité, mais on laisse les huissiers **saisir et expulser.**

Nous proposons qu'une grande loi cadre assure aux exclus un revenu minimum décent, la formation nécessaire pour avoir un emploi. **L'argent existe.** Si on multipliait par quatre le rendement de l'impôt sur la fortune, cela rapporterait 28 milliards de francs, seulement 1 % des grandes fortunes !.

Investir l'argent là où il rapporte à la société, c'est permettre à toutes les familles **de se loger correctement, de se soigner normalement et de donner une bonne éducation à leurs enfants.**

Taxer les revenus du capital au même niveau que les salaires et les revenus paysans rapporterait immédiatement 64 milliards de francs et permettrait de garantir et d'améliorer la protection sociale de tous.

Les dépenses de surarmement nucléaire peuvent être réduites de 40 milliards de francs pour l'éducation.

Avant toute chose, le redressement des salaires, des pensions et des revenus ferait reculer les difficultés quotidiennes.

Le P.C.F. estime qu'à notre époque **le salaire minimum devrait se situer au niveau mensuel de 7500 F.**

Le 21 Mars

VOTEZ

Marcel

YANELLI

CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

présenté par le

Parti Communiste Français

CONTRE MAASTRICHT UN NOUVEAU PROJET EUROPÉEN

Les partisans du traité de Maastricht nous promettaient une Europe de la croissance, plus démocratique, facteur de paix et capable de résister à la concurrence des USA ou du Japon. Quelques mois, à peine, après le référendum, **à quoi assiste-t-on !.**

Une spéculation boursière sur les monnaies... En Italie, en Espagne, en Angleterre, des plans d'austérité plus sévères les uns que les autres menacent d'accroître le chômage et remettent en cause les acquis sociaux comme les retraites ou la protection sociale. Après avoir accepté l'importation massive des voitures japonaises, la Commission de Bruxelles vient de capituler devant le diktat des États-Unis dans les négociations internationales du GATT.

Le Parlement européen, les propres gouvernements de la Communauté ne sont même pas tenus au courant des négociations secrètes menées par des technocrates non élus.

Les décisions du gouvernement en la matière mettent systématiquement le pays **devant le fait accompli.** Ce n'est pas acceptable. **Nous demandons qu'il revienne au Parlement de décider du contenu du mandat** de négociations de nos ministres à Bruxelles et d'en contrôler l'application. Par ailleurs, en prolongement de l'exercice de la souveraineté nationale par le Parlement français, le Parlement européen peut voir élargir ses prérogatives, notamment pour contrôler la Commission européenne. Au delà des institutions elles-mêmes. Nous exigeons un droit réel, non seulement pour les élus de la Nation, mais pour les citoyens d'intervenir sur ces questions.

Cela suppose **que les acquis sociaux de chaque peuple soient non seulement garantis, mais servent de points d'appui aux autres pour aller de l'avant,** que les ressources et les atouts de chaque pays soient mis en valeur, que les dépenses d'armement soient réduites.

JANY IMP. - 21500 MARMAGNE

Vu, le candidat